



DECLARATION LIMINAIRE AU CHS-CT DU 7 JUILLET 2020

Par nos déclarations liminaires et nos différentes actions, vous connaissez l'attachement de la CGT Finances 94 à un service public de proximité et de qualité ainsi qu'au bien être des agents.

Nous réaffirmons notre attachement à la qualité du service public et aux conditions de travail de tous les collègues. En effet, la CGT dénonce encore et toujours les suppressions d'emplois et les restructurations, entraînant de la souffrance au travail.

Les conditions de travail des agents ne font que se détériorer, les agents vont de plus en plus mal, ce qui se ressent sur la vie quotidienne dans tous les services et quelque-soit l'administration concernée.

La crise sanitaire sans précédent que nous connaissons depuis quelques mois n'a fait qu'empirer les choses.

Nous demandons que le CHS-CT – ainsi que le CTL – deviennent de véritables espaces de dialogue où les différents acteurs pourraient débattre des sujets impactant le réseau et la qualité de travail des agents, où il y aurait de véritables débats et non pas une information valant décision

Pour la CGT Finances 94, il est nécessaire d'abandonner cette politique qui considère les instances (CHSCT ou CTL) comme de simples « chambres d'enregistrement », il est nécessaire d'abandonner la mise en place du nouveau réseau de proximité.

La CGT Finances 94 refuse de participer à une concertation sur le NRP qui n'en est pas une. Nous refusons d'être associé à la casse de la DGFIP et à une pseudo-concertation : comment parler de dialogue social lorsqu'un CHSCT concernant le NRP, alors que vous connaissez notre position sur le sujet, et lorsqu'une majorité d'agents rejette votre projet, se tient en audioconférence ? Et nous refuserons d'entendre l'excuse du protocole sanitaire alors que la règle est le retour en présentiel des agents et la réouverture des accueils au public.

Nous profitons tout de même de cette séance plénière pour donner notre accord sur les 3 projets pour lesquels la CGT Finances 94 a

donné son accord de principe lors du CHSCT du 29 juin dernier, notre préoccupation principale restant le bien-être et la protection des agents :

- **Ok pour la réparation des fenêtres** sur le site de la DDFIP de CRETEIL, estampillées rouge, à condition que l'administration s'engage à budgéter et réparer, dès l'année prochaine, et sur son propre budget, l'ensemble des autres fenêtres nécessitant une réparation sur le site,
- ok pour l'achat de gants KEVLAR pour les agents des douanes,
- ok pour la réparation du plan de travail au local social des douanes d'ORLY

La CGT Finances propose, sur le budget restant, **l'achat de thermomètres** pour l'ensemble des services DNID, douanes et DDFIP du département, afin de pouvoir contrôler, hiver comme été la température dans chaque service.

En revanche, la CGT Finances 94

- refuse d'acter le principe selon lequel le reliquat du budget CHSCT en septembre servira à rembourser les 3 directions pour leurs achats relatifs à la gestion de la crise (spray désinfectant, gel hydroalcoolique...). En effet, nous tenons à rappeler que le CHSCT a déjà fait l'acquisition de masques de protection et que c'est à l'employeur de s'assurer de la sécurité de ses agents.

Le CHSCT n'a pas à se substituer systématiquement aux obligations des directions.

- demande la nomination d'un ou d'une secrétaire administrative dans les meilleurs délais

de plus la CGT Finances demande un compte rendu de l'alerte incendie réalisée le vendredi 3 juillet à la DDFIP. Elle dénonce :

- l'ouverture tardive de la grille d'entrée qui n'a pas permis aux agents de sortir de la cour rapidement

- le rassemblement d'agents non masqués sans respect de la distanciation physique.

La CGT Finances espère que la DDFIP 94 ne soit pas le prochain cluster.

Nous ne participerons donc pas plus longtemps à cette instance.